

la Monnaie royale canadienne pour pouvoir satisfaire les demandes du public et pour que cette branche du gouvernement puisse continuer à faire des bénéfices?

**M. Benson:** Le ministre étudie sérieusement la possibilité d'augmenter et d'améliorer la capacité de la Monnaie afin de répondre à la grande demande de pièces de monnaie. Il ne sera pas possible, toutefois, de répondre cette année à la demande de collections souvenir de pièces de monnaie sans nuire à la capacité de la Monnaie de répondre à la demande ordinaire de pièces de monnaie aux fins de circulation, en dépit des bénéfices que la vente des collections souvenir pourrait rapporter. Le personnel supplémentaire ne suffit pas seul à répondre à la demande dans ces deux domaines.

NIVEAU DU LAC HURON ET DE LA BAIE  
GEORGIENNE

**Question n° 1077—M. Smith:**

Quel effet l'augmentation du débit des eaux du lac Ontario vers le fleuve Saint-Laurent aura-t-elle sur le niveau du lac Huron et de la baie Georgienne?

**L'hon. M. Laing:** Aucun.

NOUVEAUX CITOYENS DANS LE COMTÉ DE  
BRUCE (ONT.)

**Question n° 1078—M. Loney:**

Quels sont les noms et les adresses des néo-Canadiens qui ont obtenu la citoyenneté canadienne dans la circonscription de Bruce au cours des années 1960, 1961, 1962, 1963 et 1964?

**M. Badanai:** Les dossiers du ministère concernant les personnes qui ont obtenu la citoyenneté canadienne ne renferment que le nom de chacun des requérants; ce renseignement n'est donc pas disponible.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES  
DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

YUKON—CONTRATS DE CONSTRUCTION ET DE  
SERVICE

**Question n° 109—M. Nielsen:**

En ce qui concerne le fonctionnement du ministère des Travaux publics, dans le territoire du Yukon, dans chaque cas pour lequel la réponse à la partie (iv) de la question 1237 (4 octobre 1963) est donnée au moyen du document parlementaire n° 270, du 9 décembre 1963, par le mot «oui (prix)» a) qui a demandé ces prix, b) quel a été, dans chaque cas, le prix soumis, c) de quelle façon a-t-on procédé pour obtenir les prix en question, d) pour quelles raisons a-t-on cru qu'il n'était pas pratique de demander des soumissions publiques?

(Le document est déposé.)

ÉPARGNE RÉALISÉE PAR LA SUPPRESSION DES  
TEXTES FRANÇAIS

**Question n° 836—M. Marcoux:**

Depuis que les débats anglais ne contiennent plus les textes français, quel a été le montant, pour chaque numéro, qui a été épargné au trésor public?

(Le document est déposé.)

[M. Rynard.]

ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC L'AMÉRIQUE  
LATINE

**Question n° 929—M. Latulippe:**

1. Quels ont été le volume et la valeur des principales exportations et importations avec les pays de l'Organisation des États américains au cours des cinq dernières années?

2. A-t-on entamé des négociations avec ces pays en ce qui concerne les importations et exportations?

3. Le ministre du Commerce a-t-il nommé des représentants permanents auprès des autorités du marché commun et, dans le cas de l'affirmative, qui sont-ils et quelles sont leurs attributions?

(Le document est déposé.)

LE DRAPEAU CANADIEN

RECOMMANDATIONS EN FAVEUR D'UN  
RÉFÉRENDUM

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** J'aimerais demander au premier ministre, au sujet de la question du drapeau qui soulève un certain intérêt au pays, s'il a reçu des recommandations et des propositions selon lesquelles toute cette question devrait faire l'objet d'un référendum? A-t-il songé à cette possibilité? Le gouvernement a-t-il pris une décision à cet égard?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, j'ai reçu des propositions en ce sens, y compris celle qu'un député m'a présentée hier dans cette enceinte. J'ai répondu hier que je ne croyais pas que, dans les circonstances actuelles, cette formule soit pratique ou désirable.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** D'après cette réponse, dois-je conclure qu'on a décidé de ne pas régler cette affaire par voie de référendum?

**Le très hon. M. Pearson:** Oui, l'affaire sera présentée au Parlement.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Mais ne fera pas l'objet d'un référendum?

**Le très hon. M. Pearson:** Non, elle ne fera pas l'objet d'un référendum.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

MESURE RELATIVE AUX PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Puis-je demander au premier ministre si le gouvernement se propose d'accorder des prêts dès cet automne aux étudiants dans le besoin? Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter une mesure à cette fin dans un avenir assez rapproché?